

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1852-1853.

Premier feuillet des Pétitions.

Le comte DE RENESSE-BREIDBACH, 1^{er} *Rapporteur*.

N° 1. — Date de la pétition : 14 juillet 1851.

Explications transmises par M. le Ministre des Travaux Publics sur les requêtes des Administrations communales et de propriétaires, industriels et négociants d'un grand nombre de communes de l'arrondissement de Philippeville, demandant le prompt et complet achèvement du chemin de fer de l'Entre Sambre et Meuse.

Conclusions du rapport :

Dépôt au Greffe.

N° 2. — Date de la pétition : 14 juillet 1851.

Explications transmises par M. le Ministre des Travaux Publics sur la requête du conseil communal de Thielt, demandant l'exécution du chemin de fer concédé reliant cette localité au chemin de fer de l'État.

Conclusions du Rapport :

Dépôt au greffe.

N° 3. — Date de la pétition : 4 août 1851.

Le sieur Victor Jouret, propriétaire à Bruxelles, se plaint de ce que plusieurs professeurs de l'enseignement moyen cumulent leurs fonctions de professeurs avec d'autres emplois ou occupent des chaires dans plusieurs établissements à la fois.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à M. le Ministre de l'intérieur.

N° 4. — Date de la pétition : 18 juillet 1851.

Les dames Bellis et Léonard, veuves de deux huissiers du tribunal de Liège, se plaignent de la réduction que l'on a fait subir à leurs

pensions, par suite de la diminution notable des honoraires des huissiers.

Conclusions du rapport :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

- N° 5. Le sieur Jean Guillaume Schreurs, adjudicataire du passage d'eau d'Elsloo à Boorsheim (Limbourg), se plaint d'être en butte aux vexations des employés de la douane et demande la restitution d'une somme de six cents francs que lui ont coûté les procès-verbaux dressés par eux à sa charge.

Conclusions du rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Finances avec demande d'explication et demande des pièces justificatives.

M. LE CHEVALIER DU TRIEU DE TERDONCK, 2^e Rapporteur.

N° 6. — Date de la pétition : 3 juin 1851.

Le sieur Barbier, blessé au combat de Sainte-Walburge, à Liège, demande une augmentation de pension pour les blessés de septembre 1850.

Conclusions du rapport :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. LE CHEVALIER DE BETHUNE, 3^e Rapporteur.

N° 7. — Date de la pétition : 29 mai 1851.

L'administration des sociétés réunies sous le nom de Taelverbond, demande :

1^o L'abolition de la contrefaçon ;

2^o L'exemption de tout droit pour les livres envoyés de la Belgique en Hollande et réciproquement.

Conclusions du rapport.

Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et des Affaires Étrangères.

- N° 8. Les diverses sociétés flamandes établies à Bruxelles présentent des observations sur l'exécution de la loi du 1^{er} juin 1851, relative à l'enseignement moyen.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 9. — Date de la pétition : 20 juillet 1852.

Le Conseil Provincial d'Anvers demande que l'État reprenne l'administration de la grande Nèthe.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics avec demande d'explications.

M. DE NECKERE, 4^e Rapporteur.

N^o 10. — Date de la pétition : 10 novembre 1851.

Le sieur J.-F. Mertens, domicilié à Anvers, demande que le Sénat apporte toute la sagesse possible dans l'appréciation des lois que proposera le Gouvernement.

Conclusions du rapport :

Ordre du jour.

N^o 11. — Date de la pétition : juillet 1852.

Le Conseil provincial d'Anvers demande que le Gouvernement vienne au secours des habitants de Stroyendorp, victimes d'une inondation.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N^o 12. — Date de la pétition : 29 septembre 1852.

Les administrations communales de Gonrioux, Dailly et Aublain, province de Namur, demandent que la Législature vote un crédit spécial en faveur des victimes de l'orage du 17 juillet 1852.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.

N^o 13. — Date de la pétition : 17 juillet 1852.

Les administrations communales de Gonrioux et Dailly demandent une remise des droits d'entrée sur les ardoises françaises, destinées à recouvrir les toitures endommagées par l'ouragan du 17 juillet, ou un subside égal au montant de ces droits.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N^o 14. — Date de la pétition : 11 novembre 1852.

La députation permanente du conseil provincial de la Flandre occidentale, au nom de ce conseil, demande que la législature alloue les fonds nécessaires pour l'exécution de travaux ayant pour but de mettre un terme aux inondations d'été de l'Yser.

Conclusions du rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

M. le Comte DE ROBIANO, 5^e Rapporteur.

N^o 15. — Date de la pétition : 2 septembre 1851.

Le sieur Mangam, ex-officier, ex-receveur communal, domicilié à Ixelles, demande qu'il soit donné suite à la réclamation qu'il a adressée au Gouvernement.

Conclusions du Rapport :
Ordre du jour.

N° 16. — Date de la pétition : 14 novembre 1851.

Le sieur Honnoré , vérificateur des douanes, pensionné, domicilié à Bruxelles, demande une augmentation de pension.

Conclusions du Rapport :
Renvoi à M. le Ministre des Finances avec demande d'explications.

M. DE FUISSEAUX, 6^e Rapporteur.

N° 17. — Date de la pétition : 12 novembre 1851.

Le sieur Fafchamps, domicilié à Saint-Josse-ten-Noode, demande qu'il soit apporté des modifications à la législation sur les brevets d'invention.

Conclusions du Rapport :
Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 18. — Date de la pétition : 29 novembre 1851.

Le conseil communal de Basècles, province de Hainaut, demande que la concession d'un chemin de fer de St.-Ghislain à Tournay soit accordée au sieur Maertens et compagnie avec garantie d'un minimum d'intérêts.

Même requête en date du 2 décembre 1852.

Conclusions du rapport :
Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 19. — Des habitants des communes de Boussu, Heusies, Pommerœul, Bernissart, Bleton, Basècles, Harchies, Grandglise, Quevaucamp, Stambruges, Bury, Thumaide et Peruwelz, font la même demande.

Conclusions du Rapport :
Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 20. — Date de la pétition : 24 novembre 1851.

Plusieurs propriétaires, inventeurs, industriels et mécaniciens de Gilly, province de Hainaut, demandent la révision de la législation sur les brevets d'invention et une loi qui garantisse la propriété industrielle.

Conclusions du rapport :
Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 21. — Les sieurs Michel Masurelle, Englebert Neve, Norbert Muillet et Charles Cotelle, facteurs urbains de la poste, à Tournay, se plaignent de la modicité de leur traitement.

Conclusions du rapport :
Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 22. — Date de la pétition : 2 avril 1852.

Le conseil communal d'Erneuville demande la construction d'une route aux frais de l'État, entre Champlon et Houffalize.

Conclusions du rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 23. — Date de la pétition : 25 octobre 1852.

La veuve Lebrun, née Marie-Catherine Cospin, se plaint d'un notaire qui aurait abusé de sa confiance dans une affaire de succession.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 24. — Date de la pétition : 29 novembre 1852.

Le sieur Forgeois, ex-premier commis à l'administration des chemins de fer de l'État, se plaint d'avoir été démissionné arbitrairement de son emploi et demande que les motifs de sa destitution soient appréciés par l'autorité judiciaire.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à MM. les Ministres des Travaux Publics et de la Justice.

N° 25. — Date de la pétition : 1^{er} décembre 1852.

Le sieur Pascal Nacher, éditeur de musique, domicilié à Bruxelles, demande que, lors du traité à conclure avec la France, les intérêts des éditeurs belges soient sauvegardés.

Conclusions du rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères et dépôt au greffe.

N° 26. — Date de la pétition : 7 décembre 1852.

M. Dessigny, au nom des demandeurs en concession du chemin de fer de Mons à Maubeuge et Haumont, se plaint de ce que M. le Ministre des Travaux Publics, en concédant un chemin de fer ayant son origine au chemin de Manage à Mons et aboutissant à la Sambre vers Erquelinnes, y a ajouté une clause portant que dans le cas où un chemin de fer de Mons ou de Saint-Ghislain à Maubeuge ou à Haumont, serait décrété d'utilité publique, le Gouvernement serait obligé, à conditions égales, d'en accorder la concession au même soumissionnaire, de préférence à tout autre.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

(6)

N° 27. — Date de la pétition : 8 décembre 1852.

Madame de Rostahazy, veuve du colonel Le Louchier, demande à pouvoir, au moyen d'un versement subsidiaire, être réintégrée dans ses droits à l'obtention d'une pension comme veuve de militaire.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.